



Dossier Portugal

Ce dossier Portugal nous a été signalé par François Bott, responsable de la revue *Exigence*, malheureusement éphémère.

Dans son autobiographie *Liberté Couleur d'Homme* à la page 163, André Laude écrivait

« Je revenais du Portugal où je m'étais rendu à l'appel de la fiancée de Herminio Marvao, leader de la jeunesse démocratique. Herminio avait été arrêté, atrocement torturé. Il se mourait dans sa geôle proche de Lisbonne. Sa fiancée avait désespérément tenté d'alerter *l'opinion publique internationale*, cette chose floue, changeante, contradictoire. Je ne sais trop par quel canal son appel me parvint. Je décidai de me rendre clandestinement au Portugal. Je le lui fis savoir. Elle organisa mon séjour. Une dizaine de jours, je sillonnais le pays, de cache en cache, recueillant témoignage sur témoignage, chacun plus accablant que le précédent, pour la dictature de Salazar. A l'époque, le Portugal n'existait pas pour la gauche occidentale. L'Espagne garrottée suffisait amplement à ses fantasmes. Je revins avec la matière d'une brochure. J'avais lu déjà un ou deux numéros d'*Exigence*. J'étais ému par le courage, l'obstination de ces jeunes gens qui, sans grands moyens, s'acharnaient à déchirer le rideau d'ombre et de sottise qui avait enveloppé le pays dans sa presque totalité.

Je leur proposais mon reportage. Ils acceptèrent d'enthousiasme de le publier. C'est ainsi que je fis leur connaissance. Mon reportage parut et intéressa suffisamment la direction du *Monde* qui obtint l'autorisation de le publier à son tour. »

EXIGENCE revue mensuelle n°4 octobre 1956

DOCUMENTS

Scènes de la répression au Portugal

Notre camarade André Laude a bien voulu nous communiquer certains renseignements sur la répression au Portugal qui s'exerce sur les militants syndicalistes et sur les membres des associations révolutionnaires.

« Le 5 mai 1954, 1.600 ouvriers et ouvrières de *l'usine des Anglais* ayant refusé de travailler avec un plus grand nombre de métiers à tisser et ayant exigé la démission d'un technicien américain et du gérant qui voulaient les forcer à un rendement nouveau de production, des brigades de la PIDE (police politique) ont envahi l'usine. Elles ont essayé d'obliger les travailleurs à accepter la nouvelle forme d'exploitation par la terreur et la violence. En face de la ferme attitude des militants, les bureaux et l'usine furent fermés, tandis que des dizaines d'ouvriers et d'ouvrières furent emprisonnés et soumis à de durs traitements.

« Dans l'usine *Tecidos Atlança*, Porto, lorsque les ouvriers et les ouvrières ont paralysé le travail pour protester contre les nouveaux rythmes de production et d'emploi d'un plus grand nombre de métiers à tisser, la PIDE a envahi l'usine et a voulu obliger les ouvrières à reprendre le travail. Celles-ci, néanmoins, malgré les menaces et les intimidations, n'ont repris le travail qu'une fois leurs revendications satisfaites.

« A Lisbonne, les usines *Sol et Constructora moderna* furent fermées durant huit jours parce que les ouvriers ne se sont pas rendus au travail le premier mai.

« Les chantiers maritimes de la compagnie *Oniffo Fabril*, Lisbonne, ont été occupés par la PIDE et par la police de sécurité publique qui y ont installé des mitrailleuses pour forcer les ouvriers à travailler le premier



mai. »

Tel est l'aspect des luttes ouvrières pour l'établissement d'une certaine égalité sociale et d'un plus grand bien-être – et nos termes de « salaire minimum garanti » seraient déjà un bien grand progrès.

« Les paysans, *nous dit-il*, n'ont pas moins à lutter et à s'élever contre la politique du gouvernement Salazar, dont le but est, semble-t-il, d'affamer les classes laborieuses. Tous les moyens sont bons. Pourtant la brutale répression qui s'abat sur eux n'empêche pas les paysans d'avoir remporté certaines victoires.

« A Vale de Vargo, lorsque 200 paysannes se sont déclarées en grève pour exiger l'augmentation de salaires, la GNR, informée par les grands agraires, a emprisonné plusieurs paysannes. Indignés par une telle mesure, plus de 1.000 hommes et femmes se sont concentrés devant le poste de la GNR pour exiger leur libération. En réponse, les agents de la GNR firent feu de leurs armes. Vale de Vargo fut isolé et soumis à la vigilance de la GNR qui patrouillait et surveillait la localité.

« A Pias dans l'Alentejo, afin de libérer de la prison sept jeunes gens, une foule de 1500 paysans et paysannes se concentra devant le poste de la GNR qui tira sur elle et la dispersa. De nombreuses arrestations furent opérées.

« A Baleizao, près de Béja, au cours d'un meeting où le Parti communiste tentait de convaincre des ouvriers agricoles de refuser le travail à bas salaire, le lieutenant Carrajola tua une jeune paysanne enceinte portant dans ses bras un tout jeune enfant : Catarina Eufénia. Cet acte de sauvagerie eut un grand retentissement dans la région.

« Ainsi, au moyen d'une froide hypocrisie et d'une révoltante brutalité, le gouvernement de Salazar renforce de plus en plus ses méthodes de terreur contre les patriotes portugais et les communistes. Les prisons sont pleines de paysans, d'ouvriers, d'intellectuels opposés au régime du Docteur Salazar. Y figurent entre autres : *Vasco Cabral*, jeune noir délégué au *Congrès des peuples pour la Paix*, l'écrivain *Maria Lamas*, membre du *Conseil Mondial pour la Paix*, le professeur *Rui Lui Gomes*, l'architecte *Lobao Vital*.

« *Herminio Marvao*, du Mouvement de l'Union Démocratique de la Jeunesse (MUDJ) a été interné, atteint d'une tuberculose intestinale avec plusieurs de ses camarades pour avoir réclamé une politique de négociation dans le conflit de Gao.

Beaucoup de militants communistes ont été assassinés : *Militao Ribeiro* du Secrétariat du Comité Central du Parti Communiste portugais, *Francisco Ferreira Marques*, *José Moseira*, *Vieira Tomé*, *Germano Vidigal*, *Patuleia*, *Antonio Lopes de Almeida*, *Américo Gomes*, *Ferreira de Abreu*, *Rui Ricardo da Silva*, *Antonio Candido Brites*, etc.

« Dans le camp de concentration du Tarrafal furent exécutés *Bento Goncalvez*, secrétaire général du Parti communiste Portugais, *Alfredo Caldeira*, du comité central, *Antonio Guerra*, *Ernesto José Ribeiro*, *Francisco Naximento Esteves*, *Candido Alves Barja*, ainsi que des dirigeants anarchistes : *Mario Caltelhano* et *Arnaldo Simoes Januario*.

« *Alfredo Diniz*, membre du comité central du P.C. a été abattu sur la route de Bucelas, dans les environs de Lisbonne, par des membres de la PIDE parmi lesquels *José Goncalves* et *Fernando Gouveia*, décoré par le ministre de la Grèce Papagos.

L'insécurité et l'inquiétude dominent la vie des démocrates portugais. Une vaste ramification de mouchards s'étend du nord au sud du pays, dénonçant les ennemis du régime fasciste. Tel est le bilan de l'activité des partisans du régime établi.

« Nombreuses sont les prisons : l'*Aljube* date du Moyen Âge avec des cellules si basses que le détenu le parcourt à genoux. Le port de *Peniche* est un vieil édifice nauséabond, où depuis plus de vingt ans on enferme des démocrates. Les livres y sont interdits et l'alimentation est des plus immondes. L'assistance médicale nécessaire est refusée. Une consultation chez un médecin du choix du détenu n'est permise qu'en cas d'extrême urgence.

« *Alvaro Cunhal*, du comité central du P.C. portugais, est soumis à cet ignoble procédé d'élimination dans la terrible Penitenciara de Lisbonne. A *Francisco Miguel*, du P.C. Portugais, qui a déjà accompli 14 ans de prison, on refuse de donner les soins que sa santé exige et on le soumet à de dures privations.

« En juillet 1954, au fort de *Caxias*, *Isaura Silva* remettait à son avocat le *Dr Lopes Correia* sa défense. Un garde exigea que ce document lui soit remis. L'avocat, dans son droit, refusa. En réponse il fut frappé et jeté dans une prison de détenus communs et soumis à des vexations de toutes espèces.

« Après avoir été battus les détenus attendent des mois que le tribunal plénier de Lisbonne ou de Porto, où



brillent les juges *Alreu Mesquita, Antero Cardoso, Antonio Laranjo*, statuent sur leur sort.

« On construit en Angola un nouveau camp de concentration pour enfermer et faire disparaître les démocrates portugais, tels que *Alvaro Cunhal, Jaime Serra, José Magro, Carlos Costa*, parmi des centaines d'autres.

« Le gouvernement salazariste a créé le Conseil de Sécurité composé d'un ministre de l'intérieur, du commandant de la police de sécurité publique et le directeur de la PIDE afin de condamner les révolutionnaires. Ce conseil de Sécurité coordonne l'action répressive contre les démocrates portugais sous la direction du ministre de l'intérieur, *Trêgo de Negreiros*.

« Dans un texte publié dans le *Diovi di governo* (journal officiel) du premier janvier 1955, le gouvernement de Salazar a établi des condamnations qui vont de huit ans à vingt-quatre ans de prison pour les citoyens portugais qui prennent parti pour les autochtones dans la lutte qui oppose l'Union Indienne au Portugal.

*

« Ces informations sur la situation du Portugal n'ont pas pour but de donner une vue complète du problème social. Je ne les donne ici que pour situer un certain climat, *nous dit encore André Laude*, et je veux à cet effet vous remettre une lettre écrite par les étudiants de Lisbonne pour la libération de certains camarades internés.

« Monsieur le ministre de l'Education Nationale,

« Excellence,

« Nous étudiants, résidents à la cité universitaire de Paris, ayant eu connaissance qu'au Portugal, des jeunes, pour avoir demandé au Gouvernement portugais des négociations sincères avec l'Union Indienne afin de parvenir à la solution la plus juste au sujet du différend de Goa, pour avoir exprimé leur opinion, pour avoir dit ce qui est au cœur de tous, ont été arrêtés ; ayant eu connaissance de l'extrême gravité de l'état de santé de l'étudiant Herminio Marvao et du traitement inhumain auquel sont soumis les jeunes dans les prisons portugaises, nous nous adressons à vous, Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, pour vous exprimer notre profonde indignation devant de tels faits, et vous prions d'user de votre pouvoir, et au nom des principes inscrits dans la Charte des Droits de l'Homme,

« -- permettre l'hospitalisation immédiate de Herminio Marvao.

« -- interdire les méthodes brutales dans les prisons portugaises.

« -- pourvoir à la mise en liberté provisoire de Herminio Marvao, et ses cinq compagnons Angelo Veloso, Pedro Ramos de Almeida, Maria Cecilia Alves, Hernani Silva et Agostinho Neto. »

*

Voici d'autre part, des extraits d'une lettre de jeunes militants portugais à l'adresse de leurs camarades français :

« ... De février à avril de cette année, quatre-vingt-dix jeunes gens et jeunes filles ont été arrêtés, au moment où du nord au sud du pays, les jeunes demandaient au gouvernement portugais des négociations sincères avec l'Union Indienne afin de parvenir à la solution la plus juste du différend de Goa.

« Trente d'entre eux seront bientôt traduits devant le tribunal, les autres ayant été libérés. De ces trente, tous sont sortis de prison sous caution, excepté six d'entre eux, auxquels la permission n'a pas été accordée. Ce sont : Herminio Marvao, Angelo Veloso, Pedro Ramos Almeida, Maria Cecilia Alves, Hernani Silva et Agostino Neto, tous les six membres du Mouvement d'Unité Démocratique de la Jeunesse (M.U.D.J.), mouvement légal, dont le but est de défendre les droits des jeunes : conditions nécessaires pour étudier, travailler, pratiquer le sport, obtenir le droit de réunion, le droit à l'assistance et à la sécurité du



travail, le droit pour les étudiants de s'organiser en associations académiques, etc.

« Ces jeunes, pour avoir défendu les nécessités fondamentales à la jeunesse, pour avoir exprimé leur opinion, pour avoir dit ce qu'ils pensent, pour avoir dit ce qui est au cœur de tous, sont accusés d'être communistes.

« Parmi ceux qui sont aujourd'hui encore en prison, il y en a un dont l'état de santé est particulièrement grave. Il s'agit de Herminio Marvao, étudiant à l'Institut Supérieur de Sciences économiques et financières.

« Après un mois de prison, il fut soumis pendant cinq jours et cinq nuits consécutives, au supplice de la « statue » (ce supplice consiste à maintenir le prisonnier debout et réveillé, le soumettant à des interrogatoires, par des agents qui se relaient). N'en pouvant plus, physiquement épuisé, il se jeta par terre au bout de ces cinq jours. Il fut alors frappé et son visage resta complètement marqué. Ensuite, on le garda trois semaines au secret...

« Lui et ses amis sont en prison injustement. Le crime dont ils sont accusés, vouloir la paix à Goa, honore la jeunesse portugaise.

« Pour cela, la jeunesse portugaise appelle le peuple français à se solidariser avec elle dans sa protestation, et lui demande de s'adresser à l'Ambassade portugaise, d'envoyer des lettres au ministre de la Justice, de l'Education et de l'Intérieur, protestant contre le traitement qui leur est donné et demandant leur hospitalisation et leur libération. »

En 2010, il faut se rappeler à ce sujet la naissance d'Amnesty International en 1961.

« L'histoire d'Amnesty International commence en 1961, lorsque l'avocat britannique Peter Benenson s'indigne de la condamnation de deux étudiants portugais à sept ans de prison pour avoir porté un toast à la liberté, en pleine dictature Salazar.

L'un d'eux était Agostinho Neto, futur président de l'Angola

Révolté, Peter Benenson lance dans le journal l'Observer un appel en faveur des « prisonniers oubliés ».

Cet appel à la mobilisation est repris dans la presse du monde entier et l'avocat reçoit des milliers de lettres de soutien.

Il fonde alors, avec l'irlandais Sean Mac Bride et l'anglais Eric Baker, un mouvement international pour défendre le droit à la liberté d'expression.

Le mouvement prend de l'ampleur. Il développe sa mission qui s'élargit au-delà de la défense des prisonniers d'opinion : aux victimes de torture, de disparitions, aux condamnés à la peine de mort.

En 1977, Amnesty International reçoit le prix Nobel de la paix et en 1978, le prix des Nations unies pour les droits de l'homme. »

A 20 ans le militant, le journaliste avait une lucidité et une conscience exemplaire. Dans le cahier André Laude n°2 qui vient de paraître un poème **Fatwa** publié en soutien à Amnesty International en 1994, nous prouve que malgré ses conditions de vie extrêmes André Laude restait « présent au monde ».